

# 12 raisons de virer la Turquie de l'OTAN

écrit par Jack | 17 mai 2018



**Le moment est venu de se séparer de l'enragé Erdogan**  
11 mai 2018 par [Ari Lieberman](#)



L'acceptation de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) par la Turquie en octobre 1951 était une aubaine pour l'organisation. Bien qu'ayant un bilan en matière de droits de l'homme loin d'être exceptionnel, la Turquie était résolument anti-communiste, maintenait une armée puissante, acceptait de placer des armements de l'OTAN dans le sud du pays, tels des missiles balistiques Jupiter à tête nucléaire, par protection contre l'Union soviétique, agissant en outre comme pont entre l'Europe et l'Asie.

Bien que la Turquie fût techniquement un pays musulman, ses dirigeants, suivant les doctrines adoptées par Kemal Atatürk,

conservaient avec zèle la nature laïque de l'Etat.

L'influence religieuse était réduite au minimum et cela était particulièrement vrai pour les représentants du gouvernement et les parlementaires.

Il y avait d'ailleurs une importante population juive en Turquie, premier pays à majorité musulmane à reconnaître Israël, élargissant même cette reconnaissance en mars 1949.

Pendant la guerre de Corée, la Turquie avait envoyé un contingent important pour combattre aux côtés de la coalition des Nations Unies dirigée par les États-Unis, et ses troupes se sont fort bien comportées au combat.

Les relations tendues de la Turquie avec sa voisine la Grèce et son bilan en matière de droits de l'homme se sont révélés problématiques pour l'OTAN, mais ont été négligés à la lumière des avantages apportés à l'OTAN par l'adhésion turque.

Avec l'ascension de Recep Tayyip Erdoğan comme Premier ministre en 2003, l'équation s'est modifiée.

Le parti pour la justice et le développement (AKP) d'Erdoğan, une branche des Frères musulmans, a commencé à changer systématiquement le caractère de la Turquie laïque, progressivement pour ne pas contrarier l'armée turque, mais à un rythme accéléré ces dernières années.

Maintenant président, Erdoğan a consolidé son pouvoir et a neutralisé ses ennemis dans la presse, le pouvoir judiciaire, l'opposition politique et l'armée.

La Turquie d'aujourd'hui est très différente de la Turquie qui existait avant l'ascension d'Erdoğan.

Le pays est actuellement dirigé par un islamiste néo-ottoman, au pouvoir quasi-absolu, autoritaire, qui n'a rien en commun avec ses partenaires de l'OTAN et qui travaille en désaccord avec cette organisation pour contrecarrer ses objectifs.

Plutôt qu'un atout, la Turquie est devenue un obstacle. Le temps est venu pour l'OTAN de se séparer d'Erdoğan. Voici pourquoi :

1. **Non-respect des droits de l'homme.** Le 20 avril dernier, le Ministère des Affaires étrangères américain a publié un rapport détaillant d'importantes violations des droits de l'homme en Turquie. Il s'agit notamment de détentions arbitraires et d'arrestations massives, de torture, de censure de la presse, de réduction de la

liberté d'expression et de disparitions d'opposants politiques. L'autoritaire Erdoğan a transformé la Turquie en une quasi-dictature où l'on peut être arrêté pour des crimes douteux comme « *insulte envers le président* ». Les opposants politiques et les membres de la presse sont systématiquement arrêtés sur des accusations sans fondement de « *terrorisme* ». Le système judiciaire, autrefois indépendant, est désormais complètement corrompu et uniquement composé de protégés d'Erdoğan et d'idiots utiles du parti.

- 2. Utilisation de ressortissants étrangers comme monnaie d'échange.** En octobre 2016, les autorités turques ont arrêté et détenu le pasteur américain [Andrew Brunson](#), accusé de terrorisme. L'identité des témoins qui ont témoigné contre Brunson n'était qu'une mascarade. En février 2017, la police turque a arrêté la journaliste germano-turque Deniz Yucel, l'accusant de se livrer à de la propagande terroriste. La police turque a également arrêté deux ressortissants tchèques qu'elle accusait d'avoir aidé des guérilleros kurdes et, en mars 2018, les Turcs ont [arrêté](#) deux soldats grecs qui, à cause du mauvais temps, s'étaient égarés et avaient traversé la frontière à Evros. Dans le cas des deux ressortissant tchèques, les Turcs exigent que les Tchèques livrent un dirigeant kurde actuellement exilé à Prague en échange de ces deux ressortissants et, dans le cas des deux soldats grecs, les Turcs exigent que les autorités grecques remettent à la Turquie les soldats turcs qui ont fui le pays après l'échec de la tentative de coup d'état de 2016. À cet égard, le comportement de la Turquie n'est pas différent de celui de l'Iran et de la Corée du Nord qui, tous deux, arrachent régulièrement des étrangers pour les utiliser comme monnaie d'échange. (On sait que dernièrement la Corée du Nord a

*libéré trois prisonniers en vue des pourparlers avec les États-Unis*). La seule différence est que la Turquie est membre de l'OTAN et s'empare des ressortissants de ses partenaires alliés.

3. **Soutien de l'État islamique (ISIS).** Il semble absurde de suggérer que la Turquie ait soutenu l'ISIS à la lumière des attaques terroristes perpétrées par l'État islamique sur le sol turc, mais c'était bel et bien le cas. Le gouvernement Erdoğan a d'abord cru qu'il partageait des intérêts communs avec le groupe terroriste. Tous deux étaient Sunnites et partageaient la haine des Kurdes, des Chiites et d'Assad. En tant que tel, Erdoğan a contribué à soutenir l'ISIS au cours de ses années de formation. Les responsables des services de renseignements turcs ont aidé les terroristes de l'État islamique en leur fournissant des armes et de la logistique, et le gouvernement turc a acheté au noir le pétrole de l'État islamique, fournissant ainsi au groupe terroriste un financement régulier pour soutenir ses activités. Les Turcs ont également permis à des membres connus de l'État islamique de franchir librement leurs frontières et ont entravé les efforts des États-Unis pour soutenir les Kurdes contre l'État islamique pendant la bataille de Kobani. Bien sûr, les Turcs ont appris avec amertume qu'ils ne pouvaient pas contrôler la bête qu'ils avaient aidé à créer. Néanmoins, Erdoğan et ses hommes de main étaient en partie responsables de l'ascendance du groupe terroriste.
  
4. **Soutien au Hamas.** Le Hamas est une organisation terroriste pleinement reconnue comme telle par les États-Unis, Israël, l'Union européenne, le Canada, le Japon, l'Égypte et l'Arabie saoudite, sans distinction frauduleuse entre ses ailes militaires et « politiques ». Pourtant, la Turquie a entretenu d'excellentes

relations avec ce groupe sanguinaire. Cela est dû au fait que l'AKP et le Hamas sont tous deux affiliés aux Frères musulmans et professent des idéologies similaires. La Turquie a permis aux terroristes du Hamas d'opérer librement, de recruter et de collecter des fonds à l'intérieur de ses frontières. Le meurtre-enlèvement de trois jeunes juifs du centre commercial et touristique « Gush Etzion Junction » (Cisjordanie) en été 2014 était le produit d'un plan élaboré et financé par des agents du Hamas en Turquie. Le Hamas continue de verser de l'argent à ses agents en Cisjordanie et à Gaza via ses bureaux en Turquie, comme en témoigne la récente arrestation par des commandos israéliens d'Omar al-Kiswani, un terroriste du Hamas qui avait reçu 150 000 € de ses responsables du Hamas en Turquie.

5. **Trompeur et indigne de confiance.** les relations turco-israéliennes, jamais bonnes sous Erdoğan, ont connu un déclin marqué suite à la saisie en 2010 du navire Mavi Marmara, participant au blocus, et au meurtre de 10 terroristes turcs de l'IHH (une ONG islamique turque soi-disant humanitaire) qui avaient tenté d'attaquer des commandos israéliens pendant l'opération. Les liens politiques étaient presque rompus et la coopération entre les services de renseignement israéliens et turcs était limitée. Mais dans ce qui ne peut être décrit que comme un acte de perfidie flagrante, le chef des services secrets turcs, Hakan Fidan, a trahi les noms de 10 agents israéliens, tous de nationalité iranienne, qui travaillaient incognito en Iran, les condamnant à mort et détruisant par là même l'espionnage israélien en Iran. Hakan Fidan avait obtenu l'approbation d'Erdoğan avant de commettre cet acte monstrueux. C'était un acte sans précédent considérant que les services secrets israéliens et turcs avaient auparavant bénéficié d'une relation bénéfique pendant 50 ans. Si le renseignement turc est capable de s'engager dans une telle trahison, il n'est pas douteux que la Turquie remettra des secrets

de l'OTAN étroitement gardés à ses proches alliés, l'Iran et la Russie (*toutefois, l'invitation récente de Benjamin Netanyahu par Vladimir Poutine à assister au 73<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire russe sur l'Allemagne nazie serait-elle le signe d'un changement concernant la Turquie, voire même l'Iran ?*).

**6. Achat incompatible d'armes.** En temps de guerre, les membres de l'OTAN doivent agir de manière cohérente et unifiée pour relever les défis communs. À cette fin, les membres de l'alliance doivent se procurer des systèmes d'armes et des sous-systèmes compatibles. En termes simples, ces plates-formes doivent communiquer les unes avec les autres pour que les choses se passent bien. Jusqu'à récemment, c'était le cas jusqu'à ce que la Turquie décide d'acheter unilatéralement des missiles antiaériens [S-400](#) russes dans le cadre d'un accord de 2,5 milliards de dollars. Cette transaction n'est pas compatible avec les plates-formes de l'alliance. Les protestations des États-Unis et d'autres membres de l'OTAN ont été largement ignorées. En outre, la Russie est toujours considérée comme la plus grande menace conventionnelle à la paix sur le continent européen, mais l'approvisionnement de la Turquie en S-400 a donné un coup de pouce notable à l'industrie russe de la défense, ce qui n'est pas bon pour l'OTAN. (*N'oublions pas que les États-Unis voulaient imposer ses Patriot à Ankara...*)

**7. Chantage à l'aide de migrants.** **A plusieurs reprises, Erdoğan a menacé d'inonder l'Europe de migrants syriens et irakiens campés en Turquie si ses demandes d'extorsions n'étaient pas satisfaites. Ainsi, il a demandé l'accès sans visa des ressortissants turcs aux**

pays de l'U.E., a exigé l'entrée des Turcs dans l'U.E. et exigé des milliards d'euros de la part des pays de l'U.E. ! Considérant l'abominable bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme, sa tendance à imposer la loi islamique et son affiliation étroite avec les groupes terroristes islamistes, ces exigences dépassent l'entendement.

8. **Divergence sur la Syrie.** Comme indiqué, la Turquie a aidé l'État islamique militairement, logistiquement et économiquement et, en 2014, les efforts américains se sont trouvés frustrés dans leur assistance des forces kurdes à repousser les attaques de l'État islamique contre la ville kurde de Kobani. En janvier 2018, les forces turques ont envahi la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, pour combattre les forces démocratiques syriennes (FDS), un groupe étroitement allié aux États-Unis et largement responsable de la victoire contre l'État islamique en Syrie. L'agression turque était motivée par des ambitions impérialistes et irrédentistes. Avant d'envahir, les Turcs consultaient les Russes mais ne prêtaient guère attention aux protestations américaines et allemandes. L'invasion de la Turquie, obscurément appelée « *Operation Olive Branch* », était une violation du droit international et a presque provoqué une confrontation directe avec les forces américaines stationnées dans la ville voisine de Manbij. Par ses paroles et ses actions, la Turquie a clairement fait comprendre que ses intérêts géopolitiques reposaient sur la Russie et l'Iran, et non sur l'OTAN.
9. **Rupture des sanctions imposées à l'Iran.** Sur les ordres d'Erdoğan, la Turquie a aidé l'Iran à [contrer](#) les sanctions imposées à l'échelle internationale visant à forcer le fourbe régime à abandonner ses activités de

prolifération nucléaire. Dans un plan élaboré par Erdoğan, les banques d'État turques ont été employées dans un système compliqué impliquant de l'or pour le pétrole iranien à hauteur de milliards de dollars. Les compères d'Erdoğan ont reçu de gros pots-de-vin en cours de route. Une tentative de la police turque d'exposer les illégalités a été annulée par Erdoğan.

10. **Rhétorique antisémite et anti-occidentale.** Erdoğan fustige fréquemment Israël et les membres de l'alliance. Ses discours enflammés sont souvent lacérés de connotations antisémites, de théories de conspiration sauvage à caractère belliqueux. Erdoğan a comparé Israël à l'Allemagne nazie, a prétendu qu'Israël avait commis un génocide contre les Palestiniens, a prétendu qu'Israël avait orchestré le coup d'État qui a renversé le leader égyptien, ami des Frères Musulmans, Mohammed Morsi, et accusé le « *lobby international des taux d'intérêt* », un euphémisme pour les Juifs argentés, de fomenter les émeutes 2013 du parc Gezi et de la place Taksim à Istanbul. Les membres de l'Alliance n'ont pas non plus été épargnés par sa colère de conspiration. L'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Grèce et les États-Unis ont tous été soumis à son vitriol de déséquilibré. Suite à une série d'attaques racistes par des musulmans dirigés contre les chrétiens et les juifs français, un effort a été fait par les principaux responsables français pour supprimer les versets coraniques qui faisaient référence à la violence contre les non-musulmans (?...). Plutôt que de reconnaître le problème et de chercher une solution, Erdoğan a réagi en qualifiant l'Occident de « vil » et s'en est pris aux écrits judéo-chrétiens. Son mépris total pour l'Occident a été clairement démontré l'année dernière lorsqu'il a fait la déclaration suivante : « *Notre préoccupation n'est pas ce que dit George ou Hans ou Helga. Notre préoccupation est ce que dit Hatice, Ayse, Fatma, Ahmet, Mehmet, Hassan, Huseyin, ce que dit Allah...* »



11. **Agression contre la Grèce.** La Turquie continue d'initier une agression contre un membre de l'alliance, la Grèce. En mars, elle a saisi deux soldats grecs qui ont traversé la frontière par erreur à cause du mauvais temps. Les avions turcs violent systématiquement l'espace aérien grec et ses navires ont éperonné des navires grecs près des zones contestées de la mer Égée. Il y a eu au moins deux incidents d'éperonnage hostiles cette année. Ajoutez à cela la convoitise expresse d'Erdoğan sur le territoire grec, son agenda expansionniste et son tempérament instable et nous avons une recette pour une guerre totale entre la Grèce et la Turquie. Tout cela finit par nuire à la cohésion de l'alliance de l'OTAN.

12. **Occupation de la partie nord de Chypre.** En 1974, les forces turques ont envahi Chypre et occupé la partie nord de la nation insulaire méditerranéenne. Les Turcs ont qualifié leur invasion militaire belligérante d'« *Opération de paix* », un abus de langage si jamais il y en avait un. Au cours de son agression, la Turquie a déplacé quelque 200 000 Chypriotes grecs de leurs foyers. En outre, les Turcs ont implanté des colons turcs de la Turquie continentale dans le but de créer un nouveau déséquilibre ethnique. Les actions de la Turquie à Chypre ne sont pas différentes de celles des Iraniens en Syrie, qui nettoient ethniquement de grandes parties de la Syrie et remplacent les zones sunnites libérées par des chiites. La Turquie a été jugée en violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui traite du déplacement des populations. La Turquie peut également être en violation de l'Article 49, Clause 6 de la Quatrième Convention de Genève qui stipule que « *la puissance occupante ne doit pas implanter ou transférer une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'elle occupe.* » Après 44 ans, la Turquie continue de violer de manière flagrante le droit international par l'occupation

illégale d'un tiers d'un État membre de l'Union européenne.

Chacune de ces transgressions, à elle seule, est une source de préoccupation.

Collectivement cependant, elles sont accablantes.

Bien sûr, les nations souveraines sont libres de poursuivre leurs propres intérêts nationaux.

Erdoğan a choisi une voie agressivement anti-occidentale qui s'écarte nettement de celle de l'OTAN.

Il a démontré qu'il n'était rien d'autre qu'une crapule sans vergogne, enclin à la conspiration et profondément antisémite.

Il est temps que l'OTAN montre poliment la porte à Erdoğan et expulse la Turquie de l'alliance.

<https://www.frontpagemag.com/fpm/270149/12-reasons-turkey-should-be-expelled-nato-ari-lieberman>

**Traduction de Jack pour Résistance Républicaine.**